

Session Plénière des 2 et 3 juillet 2020

Rapport N°20.02.02 Décision Modificative N°1 de l'exercice 2020

Intervention de Michel CHASSIER

Monsieur le Président, mes chers collègues,

La crise sanitaire que nous venons de vivre, et qui n'est peut-être pas finie, est présentée comme exceptionnelle et alimente un discours catastrophiste déjà bien présent et relayé par les médias avec une complaisance suspecte.

Car ce n'est pas la crise sanitaire en soi qui est exceptionnelle, ce sont ses conséquences économiques et sociales, aggravée par la réaction inappropriée de gouvernants très souvent incapables justement de gouverner, parce qu'ils sont incapables de prévoir, de juger, de décider dans le sens du bien commun et dans l'intérêt national.

Malheur à la ville dont le Prince est un enfant !

Non cette pandémie n'a rien de nouveau ni d'exceptionnel, pas plus que le réchauffement climatique que nous observons sans bien en comprendre les causes.

L'humanité a connu de nombreuses pandémies depuis l'origine des temps. La Grande peste appelée aussi « peste noire », ce qui aujourd'hui ne serait pas politiquement correct, a tué quelque 25 millions de personnes en Europe, le tiers de la population.

Ce n'est d'ailleurs ni la première ni la dernière, on se souvient encore de la grippe dite espagnole, déjà un virus type A-H1N1, qui a fait 50 millions de morts dans le monde selon les estimations moyennes, dont plus de 400 000 en France.

Mais sans refaire l'historique de ces fléaux rappelons tout de même deux épisodes qui ont touché la France après la deuxième guerre mondiale.

La grippe asiatique de 1956 à 58 a fait 1 et 4 millions de morts dans le monde selon l'OMS, fourchette très large en raison du manque de données dans de nombreux pays, et plus de 25 000 morts en France.

La grippe dite Hong Kong en 1968 a fait 1 million de morts dans le monde, 31 226 morts en France en seulement deux mois, c'est-à-dire davantage que le Coronavirus.

Il ne s'agit pas bien sûr de minimiser la crise actuelle.

Nous avons d'ailleurs été dans les premiers à alerter dès janvier, en préconisant des mesures qui auraient pu, comme en Allemagne, réduire fortement l'impact, suivant le triptyque recommandé par l'OMS : détecter, isoler, traiter.

Et si ces mesures évidentes n'ont pas été appliquées en France, c'est en réalité que nous étions démunis, comme chacun le sait.

Et c'est bien en raison de cette impréparation, malgré des alertes qui étaient forcément remontées au moins depuis décembre, dois-je rappeler que nous avons des services consulaires à Wu Han, que le gouvernement a été contraint de décider un confinement dont les effets sont catastrophiques.

Mais l'idée que le virus soit un message envoyé par la nature qui se venge, ou les propos de Nicolas Hulot a dit que la nature a envoyé un ultimatum, tout cela est parfaitement stupide, et je cite Bernard-Henri Lévy qui n'est pas spécialement de nos amis, mais il peut lui arriver d'avoir une lueur de bon sens.

Alors bien sûr cette DM 1 présente un caractère exceptionnel, elle anticipe une baisse des recettes de 51,4 millions d'euros pour 50 millions d'euros de dépenses supplémentaires qui seraient liées au Covid, chiffres qui doivent être nuancés toutefois car il y a aussi des virements de crédits en dépenses, qui expliquent que la DM1 s'équilibre à 36,5 M€.

Il est bien certain que cela ne fait que traduire les mesures d'urgence prises dans le cadre de l'ordonnance du 23 mars, mais cela ne suffira pas, loin s'en faut, à relancer l'économie régionale.

Pour engager l'étape suivante beaucoup d'inconnues demeurent, comme les compensations financières de l'Etat que vous sollicitez dans ce rapport M. le Président, mais aussi la part que pourraient prendre les Régions dans la gestion du fonds de relance européen de 750 milliards d'euros dans lequel il faut le dire, la France sera en réalité contributrice à terme et non bénéficiaire.

C'est dans ce cadre qu'une DM2 pourra être adoptée et que nous devons préparer le budget 2021.

Mais d'ores et déjà notre attention doit être attirée par des situations qui ne peuvent pas attendre le calendrier budgétaire, et nous appelons la Région à mobiliser tous les moyens existants pour sauver tout ce qui peut l'être, nous y reviendrons dans ce débat.

Je voudrais dire pour conclure, M. le Président, que notre groupe a fait preuve de responsabilité, en soutenant les premières mesures d'urgence, sans faire comme certains de la surenchère, mais nous serons attentifs à la suite, et pour revenir à mes propos d'introduction, nous serons particulièrement vigilants sur les orientations que compte prendre la Région pour le « monde d'après ».

Vous avez organisé juste avant cette session un forum sur la Relocalisation, la Territorialisation, l'Innovation et la Transformation de l'économie régionale.

C'est bien admettre que cette crise nous donne raison sur les questions de souveraineté, de relocalisation, de proximité, même le président de la République est obligé de reprendre ce discours.

Mais à quoi bon si c'est pour transférer notre souveraineté à l'Europe, pourtant grande absente dans cette crise, tout en refusant le contrôle aux frontières ?

Ce sera tout l'enjeu des prochains débats, et on comprend bien pourquoi M. Macron le redoute, en souhaitant repousser les échéances électorales, remplacées sans doute par de pseudo conventions citoyennes.

Pour notre part nous ne craignons le verdict du peuple, bien au contraire nous l'attendons.